

Harper: une année de déboires sur la scène internationale



L'année 2010 aura été passablement difficile pour la politique étrangère canadienne du gouvernement de Stephen Harper.

PHOTO: SEAN KILPATRICK, ARCHIVES PC
Stéphane roussel, Justin Massie et **David Morin***

L'année 2010 aura été passablement difficile pour la politique étrangère canadienne. Elle avait pourtant débuté avec de belles intentions. Le discours du Trône prononcé en mars affirmait que 2010 allait être «une année où les yeux du monde entier sont tournés vers le Canada».

Puis, les déboires, les faux-pas et les mauvais calculs se sont accumulés. Certaines histoires hantent le gouvernement Harper depuis longtemps déjà, comme l'affaire Maher Arar, qui revient périodiquement dans l'actualité, ou encore le refus du Canada de demander le rapatriement de plusieurs Canadiens purgeant une peine à l'étranger ou qui sont condamnés à mort. Le triste bilan du Canada en matière de protection de l'environnement, que les ministres s'obstinent à présenter sous un jour positif en dépit de tout bon sens, est un autre exemple.

D'autres sont plus récents. La gestion navrante de l'organisme Droits et Démocratie, dont les nouveaux dirigeants, nommés par les conservateurs, ont perdu toute crédibilité pour avoir été au centre de ce qui a l'apparence d'un règlement de compte idéologique. La tenue du G8 et du G20 au Canada devait constituer un moment fort de l'année 2010. Pourtant, on ne retient de ces événements que le coût astronomique des mesures de sécurité, la répression pour le moins musclée des manifestants et les critiques adressées au Plan de santé maternelle et infantile mis de l'avant par le premier ministre Harper.

Mais le coup le plus cinglant est venu en octobre, lorsque Ottawa a retiré sa candidature pour un siège au Conseil de sécurité des Nations unies afin d'éviter d'être défait par le Portugal. Au-delà du revers immédiat et historique pour la diplomatie canadienne, c'est un symbole qui vacille, celui d'un État champion du multilatéralisme, du système onusien et du maintien de la paix.

En décembre, à la conférence de Cancún, le Canada s'est distingué de la pire des manières par son obstruction systématique et son absence de plan stratégique dans le dossier des changements climatiques. Enfin, l'année s'est terminée sur des rumeurs, non démenties par le gouvernement, de négociations avec les États-Unis concernant la création d'un «périmètre de sécurité nord-américain». La nouvelle n'est pas mauvaise en soi, mais ses conséquences sont si importantes qu'elles méritent de faire l'objet d'un débat public en bonne et due forme.

Comment expliquer cette suite de cahots?? Il convient d'entrée de jeu de souligner que le gouvernement conservateur n'en porte pas seul la responsabilité. Bon nombre des

tendances actuellement observables en politique étrangère ont pris naissance sous les gouvernements précédents.

Le gouvernement actuel porte néanmoins une part significative du blâme. D'une part, des revers comme ceux au Conseil de sécurité et lors de la réunion de Chelsea auraient pu être évités avec une meilleure lecture du jeu diplomatique. D'autre part, le gouvernement conservateur semble pécher par orthodoxie et rigidité idéologique, dans un domaine où le pragmatisme et la flexibilité sont généralement de mise. Enfin, l'entêtement du gouvernement à refuser de s'expliquer devant le Parlement et les Canadiens ne peut être vu autrement que comme un affront aux principes démocratiques qui gouvernent le pays.

Mais au-delà de ces torts, il convient de se demander si cette approche conservatrice ne cristallise pas une division croissante, au sein de la société canadienne, quant aux fondements mêmes de la politique étrangère. L'image d'un Canada médiateur, altruiste et champion des causes des moins favorisés semble en effet céder la place à celle d'un pays affirmant sans ambages son égoïsme économique, sa proximité avec les États-Unis et ses intérêts sécuritaires.

** Les auteurs sont respectivement professeurs à l'Université du Québec à Montréal, à l'Université d'Ottawa et à l'Université de Sherbrooke*